



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

1379^e SÉANCE : 16 NOVEMBRE 1967

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1379)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226) .	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-NEUVIEME SEANCE

Tenue à New York, le jeudi 16 novembre 1967, à 16 heures.

Président : M. Mamadou Boucabar KANTE (Mali).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Argentine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Japon, Mali, Nigéria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1379)

1. Adoption de l'ordre du jour.

2. La situation au Moyen-Orient :

Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226).

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226)

1. Le **PRESIDENT** : Conformément aux décisions prises par le Conseil à sa 1373ème séance, le 9 novembre, et à sa 1375ème séance, le 13 novembre, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter les représentants de la République arabe unie, d'Israël, de la Jordanie et de la Syrie à prendre place à la table du Conseil pour participer, sans droit de vote, à la discussion.

Sur l'invitation du Président, M. Mahmoud Riad (République arabe unie), M. A. Eban (Israël), M. A. M. Rifa'i (Jordanie) et M. A. Daoudy (Syrie) prennent place à la table du Conseil.

2. Le **PRESIDENT** : Le Conseil reprend maintenant l'examen de la question dont il est saisi. Le premier orateur inscrit est le représentant du Royaume-Uni, à qui je donne la parole.

3. Lord CARADON (Royaume-Uni) [*traduit de l'anglais*] : Maintenant que va s'achever notre débat sur la crise qui continue de sévir au Moyen-Orient, maintenant que les opinions, les objectifs, les espoirs de tous les intéressés nous ont été exposés avec beaucoup de compétence et d'énergie, maintenant que nous avons entamé des consultations prolongées, approfondies et soucieuses, le moment

approche où il va nous falloir décider ensemble ce qu'il y a lieu de faire, sans jamais oublier que c'est aux mesures effectivement prises que se jugera notre travail.

4. J'ai déjà dit que la nécessité en est si grande, et si grande, je crois, l'accord auquel nous sommes parvenus, que je ne peux pas croire à un échec.

5. Le mois dernier et ce mois-ci, nous avons été assez heureux pour que nos travaux bénéficient de la direction éclairée du Président pour octobre, l'ambassadeur du Japon, et vous-même, Monsieur le Président, vous nous avez ce mois-ci vivement encouragés à activer nos travaux pour aboutir à une heureuse conclusion.

6. Je voudrais également rendre un hommage particulier au travail des membres élus du Conseil. Il est conforme à nos meilleures traditions que, lorsque les membres permanents du Conseil hésitent ou marquent le pas, les membres élus nous mettent sur la voie et nous indiquent l'initiative à prendre pour éviter les risques d'une impasse. Très respectueusement, j'exprime mon admiration pour la conscience qu'ils ont eue de l'urgence que revêt la question et pour la détermination dont ils ont fait preuve. A l'unanimité, ils ont montré comment progresser en nous faisant savoir dans un rapport qu'ils étaient d'accord sur la nécessité de désigner un représentant spécial des Nations Unies appelé à se rendre au Moyen-Orient sans retard, en nous disant qu'il nous fallait chercher une solution conforme aux principes de règlement pacifique des différends, énoncés au Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, en nous invitant enfin de façon pressante à tous collaborer à la formulation aussi précise que possible des principes qui devraient guider le représentant spécial dans sa mission.

7. Depuis ce rapport, les consultations se sont poursuivies entre les membres permanents du Conseil, avec les parties intéressées, et tous, membres permanents et membres élus, nous avons contribué à cet effort constructif de coopération. C'est ainsi que devrait travailler le Conseil, et nous, qui sommes les représentants permanents de nos pays respectifs aux Nations Unies, avons largement bénéficié de la présence à New York des ministres des affaires étrangères venus pour prendre part à nos débats.

8. Néanmoins, malgré l'ampleur du terrain d'entente qui avait pu ainsi être dégagé, nombreux étaient ceux d'entre nous qui redoutaient notre impuissance à formuler une résolution qui porte en elle toute l'autorité du Conseil. Nous nous trouvions en présence de deux projets de résolution; nous étions conscients des avantages de l'un et de l'autre; mais nous sommes arrivés à la conclusion

alarmante que, en raison de la position adoptée par l'une ou l'autre partie, le risque était grand qu'aucune de ces résolutions ne reçût un appui général et que, par conséquent, aucune ne pût aboutir, sur le terrain, aux mesures efficaces sans lesquelles nos efforts eussent été vains.

9. Nous avons donc estimé – et il a été encourageant de constater à quel point notre sentiment était partagé – que l'heure était venue de tenter un nouvel effort. Nous tenions à défendre la politique que nous n'avions cessé de préconiser, mais, bien plus encore, nous voulions travailler avec les autres pour trouver un texte de résolution qui tiendrait pleinement compte des intérêts essentiels des deux parties tels qu'elles nous les ont exposés et qui, en outre, donnerait au représentant spécial des Nations Unies les chances les plus sérieuses de réussite dans l'exercice de son mandat.

10. Nous nous sommes tournés vers les deux parties. Nous connaissons et respectons la profondeur de leurs sentiments. Nous comprenons fort bien que la sécurité, le progrès et le bonheur à venir de leurs peuples dépendront de ce que nous faisons ici. Il est donc parfaitement compréhensible qu'elles attachent la plus grande importance à chaque idée, voire à chaque mot. Néanmoins, les représentants de l'une et l'autre partie se sont montrés disposés à examiner avec une patience et une attention extrêmes ce que nous leur avons exposé. Peut-être ne pouvons-nous pas espérer réaliser un accord complet entre les deux parties. Il est peut-être trop tôt pour compter sur un tel miracle. Mais, avec une bonne volonté visible, ont été repris chaque mot et chaque expression, et l'on a senti, en outre, le souci de comprendre les besoins et les vues d'autrui.

11. Au cours des longues discussions avec les représentants des pays arabes, ceux-ci ont fait clairement comprendre qu'ils ne cherchaient rien d'autre que la justice. Ce qui, naturellement, vient au premier rang de leurs préoccupations, c'est le désir de recouvrer, de se voir restituer leurs territoires. La question du retrait est pour eux primordiale et, comme il est naturel, ils recherchent un règlement équitable qui mette un terme aux longues souffrances des réfugiés.

12. De leur côté, les Israéliens nous disent que le retrait ne doit en aucun cas conduire à l'insécurité et à l'hostilité. Les mesures à prendre doivent se situer dans le cadre d'une paix permanente et le retrait s'effectuer vers des frontières sûres. L'emploi, la menace et la crainte de la violence et de l'hostilité doivent prendre fin. J'ai dit déjà que ces objectifs n'étaient pas incompatibles : ils sont convergents. Les uns et les autres sont indispensables. Dans toute résolution doivent figurer des dispositions tenant compte des uns et des autres, car rechercher les uns sans les autres serait insensé et vain.

13. Aussi avons-nous pris pour guide tout le travail antérieur et les éloquentes déclarations faites par les deux parties, et nous nous sommes efforcés, avec l'aide de nos collègues du Conseil, de présenter dans un projet de résolution ce qui, je le crois, apparaîtra comme un effort sincère, équitable et honnête pour répondre aux justes revendications des deux parties, mais aussi pour remplir la haute mission du Conseil.

14. Je ne saurais affirmer que l'une et l'autre partie acceptera intégralement le projet de résolution que nous avons ainsi préparé. Le libellé, les formules employées, la présentation, l'accent susciteront certainement des doutes et des divergences; mais les deux parties et tous les membres du Conseil voudront bien reconnaître, je l'espère, que le projet que je présente maintenant au Conseil fait justement la part des choses. La résolution que je sou mets respectueusement au Conseil est ainsi conçue :

“Le Conseil de sécurité,

“Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient,

“Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité,

“Soulignant en outre que tous les Etats Membres, en acceptant la Charte des Nations Unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'Article 2 de la Charte,

“1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

“i) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit;

“ii) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force;

“2. Affirme en outre la nécessité :

“a) De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région;

“b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés;

“c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées;

“3. Prie le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les Etats intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente résolution;

“4. Prie le Secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial.” [S/8247.]

Le projet de résolution se passe de commentaire et je n'ai pas besoin d'apporter des explications détaillées. Depuis de longs mois ces questions ont occupé constamment la première place dans notre esprit.

15. L'enjeu, nous le reconnaissons tous, c'est la paix. Aucun de nous ne désire une trêve temporaire ou un accommodement superficiel. Jamais nous ne pourrions plaider pour un retour à un dangereux climat d'hostilité. Comme je l'ai déjà dit, mon gouvernement ne souhaiterait jamais s'associer à un prétendu règlement qui ne serait que la suite d'une fausse trêve, et nous pouvons tous sans la moindre hésitation reconnaître que nous recherchons un règlement dans le cadre des principes énoncés à l'Article 2 de la Charte. Voici pour le préambule.

16. Quant au premier paragraphe du dispositif, et pour tenir compte de la nécessité d'appliquer les principes de la Charte, nous jugeons indispensable d'appliquer les principes à la fois du retrait et de la sécurité, et nous ne doutons pas que le libellé de ce paragraphe dans son ensemble soit parfaitement clair.

17. Quant au paragraphe 2 du dispositif, je crois qu'aucun désaccord ne subsiste entre nous pour estimer qu'il faut garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales. Un règlement équitable du problème des réfugiés s'impose. Il faut une garantie et des moyens appropriés pour assurer l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région.

18. Quant au paragraphe 3 du dispositif, j'estime, et je l'ai déjà dit, que le représentant spécial des Nations Unies devrait être libre de décider lui-même des méthodes et des moyens précis qui devront lui permettre d'accomplir sa mission, en liaison avec les Etats intéressés, tant pour favoriser un accord que pour contribuer aux efforts visant à un règlement pacifique définitif, accepté par tous.

19. A dire vrai, je crois que les propositions contenues dans ce projet de résolution peuvent et devraient recevoir un appui massif des membres du Conseil. Je crois qu'en elles réside le meilleur espoir de parvenir à une action efficace au Moyen-Orient. Ces dispositions s'inspirent du travail entrepris et des propositions présentées par d'autres membres du Conseil. Mais elles sont beaucoup plus qu'un recueil de diverses idées. Elles représentent un ensemble équilibré et, j'en suis convaincu, une juste conclusion.

20. En recommandant ce projet de résolution au Conseil, je n'ajouterai que deux choses. Tout d'abord, je voudrais souligner une fois de plus qu'il y a urgence. Nous n'avons déjà que trop attendu. Je suis persuadé que, si nous attendons davantage, l'occasion qui s'offre à nous maintenant, et c'est la dernière, sera perdue. Certes nous nous sommes assez consultés, nous avons assez discuté et suffisamment parlé. J'ai la conviction que, si nous ne parvenons pas à une décision définitive cette semaine, l'occasion de parvenir à un règlement équitable nous échappera peut-être à jamais.

21. Enfin, je voudrais à nouveau souligner que l'alternative d'un accord et d'un échec est trop terrible pour être envisagée. Si l'on s'engage de nouveau dans la voie de la

haine, de la souffrance et du conflit, nous repenserons à cette semaine et nous comprendrons que nous avons perdu une occasion peut-être unique et que nous portons une responsabilité effrayante dans cet échec, pour n'avoir pas permis à tous les peuples des pays intéressés de se détourner de la mort et de la destruction et de s'engager dans une nouvelle ère de paix et de justice.

22. De tout coeur j'espère que nous saurons nous montrer dignes de l'occasion qui s'offre à nous maintenant et je demande que, de toute urgence, nous examinions tous avec soin les propositions que je me permets de présenter.

23. Le **PRESIDENT** : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la République arabe unie, à qui je donne la parole.

24. M. Mahmoud RIAD (République arabe unie) [*traduit de l'anglais*] : A ce moment de nos débats et compte tenu de ce qu'ont dit de nombreux membres du Conseil, j'estime indispensable de préciser une fois de plus la position de la République arabe unie.

25. Le Conseil de sécurité examine la situation qui résulte de l'agression commise par Israël le 5 juin 1967 contre la République arabe unie, la Jordanie et la Syrie. Les forces israéliennes d'agression continuent d'occuper des territoires de la Syrie, de la Jordanie et de la République arabe unie ainsi que des territoires sous administration de la République arabe unie. Le devoir du Conseil de sécurité, conformément à la Charte, et conformément aux diverses décisions adoptées antérieurement par l'Organisation, est parfaitement clair. Il s'agit d'assurer le retrait des forces israéliennes de tous les territoires qu'elles ont occupés après le 4 juin 1967. Notre position sur ce point est absolument ferme. Tout au long des consultations officieuses, nous l'avons souligné, et nous l'avons rappelé en des termes non équivoques au cours des délibérations du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En aucun cas la République arabe unie n'acceptera de transiger sur ce point et, à notre avis, le Conseil de sécurité ne devrait pas le faire davantage. Une agression a été commise, qui est contraire à la Charte, et c'est pourquoi les conséquences de l'agression doivent être totalement effacées, conformément à la Charte.

26. Au cours des consultations privées, nous avons volontiers discuté toutes les formules et tous les projets. Nous n'avons jamais refusé, lors de ces tentatives, de discuter la moindre des idées que l'on nous présentait. Mais nous avons bien précisé notre position quant à la question du retrait des forces israéliennes. Toutes les règles essentielles de la Charte invitent à prescrire le retrait de ces forces des territoires qu'elles occupent.

27. Le Conseil de sécurité est conscient des devoirs et des responsabilités que lui impose la Charte. Pour notre part, nous n'accepterons jamais l'agression, et nul ne peut vraiment s'attendre à nous voir l'accepter.

28. J'ai indiqué la position de mon pays en termes clairs devant le Conseil. Cette position est en tout point conforme à toutes les normes et règles qui président aux relations internationales. Nous restons fidèles à notre position et nous demandons à chacun des membres du Conseil de bien

vouloir également respecter les règles de la Charte, les impératifs de la paix et les principes essentiels de justice.

29. Le PRESIDENT : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant d'Israël, à qui je donne la parole.

30. M. EBAN (Israël) [*traduit de l'anglais*] : Eu égard à ce que nous avons entendu cet après-midi, j'aimerais rappeler brièvement les principes généraux de la politique israélienne.

31. Depuis 19 ans, Israël est la victime de manifestations constantes d'hostilité, de belligérance et d'agression de la part de gouvernements qui se sont toujours considérés comme étant en guerre avec Israël. Il est de notoriété internationale que la résistance d'Israël en juin dernier ne constituait pas une agression, mais bien une résistance à l'agression, et nous rejetons tout ce qui tendrait à dépeindre comme une agression la décision d'Israël de survivre.

32. Notre politique consistera à maintenir et à respecter le cessez-le-feu jusqu'à ce que cette situation soit remplacée par des traités de paix mettant fin à l'état de guerre, fixant les frontières nationales acceptées des Etats et assurant une sécurité durable et mutuellement garantie. Nous ne pouvons revenir ni au régime d'armistice qui s'est effondré, ni aux lignes de démarcation précaires, ni à aucun système de relations autre qu'une paix permanente, à caractère contractuel et obligatoire.

33. Nous partageons l'opinion de ceux qui, à l'Assemblée générale et ailleurs, ont dit qu'un accord sur des frontières sûres et reconnues est absolument indispensable à l'avènement d'une paix juste et durable, et nous croyons que toute résolution constructive devrait insister sur le devoir qu'ont les Etats eux-mêmes — les Etats du Moyen-Orient — de mettre au point les conditions de cette paix qui est la leur par des négociations directes.

34. C'est compte tenu de cette politique que nous avons examiné, que nous examinerons et analyserons tout projet ou tout texte qui nous a été ou qui pourrait nous être soumis.

35. Le PRESIDENT : La liste des orateurs étant épuisée et aucune délégation n'ayant demandé la parole, je voudrais maintenant m'adresser au Conseil en tant que représentant du MALI.

36. Mes collègues de l'Inde et du Nigéria ont présenté au nom de nos trois délégations un projet de résolution en date du 7 novembre [S/8227]. L'un et l'autre ont fait ici même, avec probité et compétence, l'exposé des motifs réels de notre initiative. Mon propos ne sera donc pas de reprendre à mon tour les arguments fort pertinents qu'ils ont développés. Je ne voudrais pas non plus ranimer ici les passions qui ont entouré cette crise, toutes les fois qu'elle a été évoquée, soit au Conseil de sécurité soit à l'Assemblée générale.

37. Je voudrais simplement me limiter à livrer à votre réflexion des considérations sur nos responsabilités face à la grave situation que connaît aujourd'hui le Moyen-Orient. C'est dans ce cadre strict que j'aimerais me placer pour examiner la situation qui nous préoccupe aujourd'hui.

38. Cette crise est sûrement la plus grave qu'ait connue l'Organisation des Nations Unies depuis 10 ans. Nous sommes de ce fait en présence d'une redoutable épreuve. Pour réussir dans la recherche de sa solution, nous devons être guidés non pas par la partialité et la passion, mais par le seul esprit de justice et d'équité. La paix n'est pas une valeur boursière. Elle ne peut et ne doit être négociée comme telle.

39. Cinq mois viennent de s'écouler depuis que la guerre, avec son long cortège de ruines et de désolation, a une nouvelle fois embrasé le Moyen-Orient. Depuis, les forces armées israéliennes occupent, en violation de la Charte, d'immenses territoires d'autres Etats. Nous nous trouvons devant un cas sans précédent dans les annales des Nations Unies. En effet, avant ce conflit, notre organisation n'a jamais été mise dans l'incapacité de faire suivre les ordres de cessez-le-feu par celui du retrait des troupes sur leurs positions initiales.

40. Au-delà de la persistance de cette situation au Moyen-Orient, nous percevons le spectre d'un danger plus grand : celui de l'incapacité des Nations Unies à jouer leur rôle, c'est-à-dire à assurer la restauration et le maintien de la paix dans la justice et l'équité. Nous ne voulons pas pécher par excès de pessimisme, mais nous sommes obligés de reconnaître que c'est un triste spectacle que nous risquons d'offrir au monde si nous n'arrivons pas à résoudre cette crise.

41. Nous devons irrémédiablement nous départir de l'illusion que le temps peut être un remède à tous les maux. Les 30 années de l'histoire de la Palestine, une histoire jalonnée de crises et de convulsions incessantes, prouvent suffisamment toute la vanité d'un tel espoir.

42. Les responsabilités du Conseil sont parfaitement claires, aux termes mêmes de la Charte. La sauvegarde de la paix, l'application du droit dans la justice et l'équité doivent être nos seuls guides dans l'accomplissement de notre redoutable mission. C'est en partant de ces considérations, à l'exclusion de toutes autres, que nous devons nous attacher à examiner les problèmes graves et difficiles posés par l'agression israélienne.

43. La pierre d'achoppement de cette crise demeure le retrait des forces israéliennes des territoires de la République arabe unie, de la Jordanie et de la Syrie, qu'elles ont occupés à la suite de l'agression du 5 juin 1967. C'est là une condition préalable à toute solution politique de la crise. La première tâche du Conseil consiste donc à obtenir, en application des dispositions de la Charte, que les forces israéliennes se retirent sur les positions qu'elles occupaient avant l'agression.

44. Malgré les divergences qui sont apparues au cours des débats sur la question, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité, l'inviolabilité des territoires nationaux des Etats, qui est un des principes fondamentaux de la Charte, a été réaffirmée par la quasi-unanimité des Membres des Nations Unies. Ce sentiment est celui qui s'est dégagé, plus nettement encore que tout autre, à la présente session de l'Assemblée générale. Ce serait donc une grave erreur que de lier le retrait des troupes israéliennes à tout autre

élément de la crise au Moyen-Orient, en raison même du fâcheux précédent qui serait ainsi créé. Le fait que ni l'Assemblée générale ni le Conseil de sécurité ne soient parvenus jusqu'ici à traduire dans les faits cette exigence minimale que représente le retrait des forces israéliennes crée une situation grave de conséquences pour les membres de la communauté internationale.

45. C'est après une évaluation juste des dangers que représente pour la paix l'impasse dans laquelle se trouvent les Nations Unies dans la recherche d'une solution juste et équitable à la crise du Moyen-Orient que les auteurs du projet de résolution publié sous la cote S/8227 ont tenté un ultime effort de conciliation. Pour en arriver là, il a fallu, vous n'en doutez pas, des négociations laborieuses, des concessions de part et d'autre. Vous relèverez vous-mêmes la similitude entre le projet qui vous est soumis aujourd'hui et celui des Latino-Américains, qui avait recueilli, à la cinquième session extraordinaire d'urgence [A/L.523/Rev.1], le suffrage de bon nombre de délégations. Vous comprendrez notre surprise de le voir rejeté d'avance par ceux-là mêmes qui, il y a quelques mois, saluaient le contenu du projet latino-américain comme un élément positif acceptable pour eux.

46. Notre projet n'a pas la prétention d'avoir des vertus miraculeuses; mais il a tout au moins le mérite d'aborder objectivement et impartialement le problème et de dégager un processus devant conduire à la paix dans le Moyen-Orient.

47. Il est un autre point d'accord qui ne saurait souffrir non plus aucune contestation, tant son expression fut claire et sans ambiguïté au cours des débats des derniers mois : c'est la nécessité d'une justice universelle à l'endroit du peuple arabe de Palestine. Le sort misérable fait à ce peuple depuis 20 ans constitue l'origine véritable du mal qui ne cesse de ronger tout le Moyen-Orient, depuis la mise en application du plan de partage de la Palestine. L'expulsion par la force de millions d'êtres humains de leurs foyers et de leur patrie, les nombreuses exactions que les Arabes de Palestine ont subies en tant que victimes d'un plan conçu sans leur participation sont des actes qui provoquent chez tout être humain des réflexes aussi naturels que celui qui pousse à chercher à retourner dans sa patrie, dans sa maison, sur ses terres et aux lieux de sépulture de ses ancêtres.

48. Dans sa récente analyse de la situation politique internationale, le Secrétaire général a rappelé fort justement, comme une nécessité de tous les temps, le droit naturel qu'a chaque être humain, où qu'il se trouve, de vivre dans sa patrie, d'y fonder un foyer, d'y bâtir un avenir. C'est justement la non-observation jusqu'ici de ce droit sacré vis-à-vis du peuple arabe de Palestine qui a engendré, en vérité, les situations de force qui, s'imbriquant les unes dans les autres, ont conduit à la loi du talion et à l'état de belligérance que l'on connaît au Moyen-Orient depuis 20 ans.

49. Si une certaine Europe, à d'autres époques, n'a rien trouvé de mieux, pour purifier sa bonne conscience vis-à-vis du génocide perpétré contre le peuple juif au cours de l'histoire, que de fonder un foyer national juif en Palestine,

réalisant ainsi le rêve d'un Théodore Herzl, nous ne saurions, pour notre part, admettre aujourd'hui que le prix du sang et le calvaire de ce peuple puissent signifier la réduction à l'indigence, à la ruine et à la détresse de millions d'autres êtres.

50. Si l'on veut donc sortir du cercle vicieux de la représaille et de la contre-représaille au Moyen-Orient, il faudra commencer par donner une solution politique et humaine au sort des réfugiés arabes, qui demeure au coeur du drame du Moyen-Orient. De la réparation de ce tort dépendra l'avenir de la paix dans la région.

51. Le troisième problème qui requiert une solution urgente de notre part est sûrement la navigation sur les voies d'eau internationales. La délégation du Mali estime que la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région doit être étendue à tous les Etats, conformément aux accords et conventions internationaux.

52. Ce sont là les conditions premières à remplir pour arriver à une paix dans le Moyen-Orient, une paix qui ne sera point dictée par la force des armes, mais une paix véritable, à laquelle tous les Etats de la région doivent souscrire et qui assurera à chacun d'eux le droit de vivre en complète sécurité, à l'abri des menaces et des actes de guerre, dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale.

53. L'objectif du projet de résolution qui vous est soumis par l'Inde, le Nigéria et le Mali ne vise que ce but, c'est-à-dire la paix dans le Moyen-Orient, cette paix dont nous sommes garants devant la communauté internationale.

54. Quant aux commentaires sur les dispositions de ce projet, je m'en tiens, comme je l'ai dit tout au début de mon intervention, aux éloquentes explications de mes collègues de l'Inde et du Nigéria. J'ajouterai simplement que, dans l'élaboration de ce document, nous n'avons été guidés que par le souci de paix et de justice.

55. Telles sont les considérations que ma délégation a cru devoir livrer à votre réflexion, en tant que contribution à la recherche de la solution de cette grave crise du Moyen-Orient. Bien qu'il s'agisse d'un problème délicat et complexe, son dénouement n'est ni au-dessus de nos moyens, ni au-dessus de nos ressources, mais, pour y parvenir, il faudra que, les uns et les autres, y compris les parties, immolent sur l'autel de la paix leurs susceptibilités, leur amour-propre et leurs ressentiments.

56. Ni Israël, ni les Arabes, encore moins la communauté internationale n'ont intérêt à ce que la situation reste en l'état. Mettons donc en commun nos ressources pour éteindre ce dangereux foyer qui menace d'embraser le monde.

57. Nous n'avons pas le droit de décevoir la communauté internationale. L'effort de conciliation dont tous les membres du Conseil de sécurité ont fait montre au cours des semaines écoulées témoigne bien de la haute conscience que les uns et les autres ont de la responsabilité historique qui pèse sur nos épaules, car il n'y a rien de plus redoutable que de traiter de la paix et de la guerre entre les nations.

58. M'adressant maintenant au Conseil en tant que PRESIDENT, je donne la parole au représentant du Canada pour une motion d'ordre.

59. M. IGNATIEFF (Canada) [*traduit de l'anglais*] : Je désire, sur un point d'ordre, signaler que le représentant du Royaume-Uni vient de déposer cet après-midi un nouveau projet de résolution [S/8247]. Il se trouve maintenant que nous avons trois projets de résolution à examiner, situation qui exige de tous les membres du Conseil une étude très minutieuse. Dans ces conditions, j'estime qu'il conviendrait de nous accorder un délai raisonnable pour procéder éventuellement à des consultations. Néanmoins, comme plusieurs représentants au Conseil l'ont déjà dit, il ne faudrait pas que nos travaux soient retardés à l'excès. Par conséquent, je propose que, pour ménager la possibilité de

consultations et pour permettre aux délégations, si besoin est, de demander de nouvelles instructions, le Conseil de sécurité ajourne ses travaux jusqu'à demain vendredi 17 novembre à 15 h 30. Je présente cette motion conformément à l'alinéa c de l'article 33 du règlement intérieur provisoire.

60. Le PRESIDENT : Le représentant du Canada vient de proposer que notre prochaine séance sur la situation au Moyen-Orient ait lieu demain, vendredi, à 15 h 30. Si je n'entends aucune objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 10.